

**Dictionnaire de la désinformation**

François Géré

Éditions Armand Colin,

Paris, 2011 [aussi en format électronique], 352 pages

doi:10.1017/S0008423916000731

Le but de ce livre méconnu est de faire comprendre — par des exposés, des exemples et des études de cas — les manifestations et le fonctionnement de la désinformation et, par extension, de la violence idéologique (94). Ici, la désinformation est comprise par François Géré comme étant « l'élaboration et la communication délibérées d'une fausse information soigneusement travestie afin de présenter toutes les apparences de l'authenticité » (58). Plusieurs autres définitions sont fournies et critiquées, notamment celle, plus élaborée, tirée du *Code pénal de France* (58).

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cet ouvrage de référence substantiel n'est pas un collectif ; il émane de la seule plume de François Géré, qui est président de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), chargé de mission à l'Institut des Hautes études de défense nationale (IHEDN) et rattaché à l'Université de Paris 3 (Sorbonne). Il s'agit du seul dictionnaire de ce genre en français — si on exclut *La désinformation par les mots : les mots de la guerre, la guerre des mots* (Monaco, Éditions du Rocher, 2004) de Maurice Peignier.

Ce huitième ouvrage de François Géré se subdivise en deux parties : d'abord une présentation approfondie sur les origines et le fonctionnement de la désinformation (5-106), suivie d'une section réunissant plus de 300 notices thématiques classées alphabétiquement et montrant différents exemples ou procédés comme le négationnisme, le cheval de Troie, le site WikiLeaks, ou encore la ville roumaine de Timișoara (d'où émanait un cas patent de désinformation lors de la révolution contre le régime Ceaușescu en 1989). Les principaux outils de la désinformation sont naturellement inclus dans cette présentation établie selon l'ordre alphabétique : « amalgame », « diabolisation », « écoutes », « mensonges d'état », « rumeur » et « secret ». En outre, quelques noms de personnes sont également inclus, par exemple Sun Tzu (ici épilé « Sun Zi »), premier promoteur de la désinformation et signataire du manifeste *L'Art de la Guerre*, mais également de Serge Tchakhotine (1883–1973), l'auteur du livre classique *Le viol des foules par la propagande politique* [1939].

Parmi les exemples les plus éloquentes de désinformation, retenons le déni des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, que François Géré met en contexte pour désamorcer cette étonnante tentative qui trouve néanmoins des adeptes (264). Ailleurs, la notice de deux pages sur la « censure » permet d'apporter une articulation concise mais essentielle entre ce terme et la désinformation, tout en sachant bien que ce problème conceptuel autour de la censure pourrait être approfondi davantage (145). Plus fondamentalement, la question des sources pose également problème pour tout chercheur soucieux de vérité et de fiabilité : ici, François Géré traite d'emblée de « l'ambivalence de l'encyclopédie Wikipedia » (9) car cet énorme système, inégal et anonyme, est jugé vulnérable face aux risques de désinformation (10).

Chaque notice de ce premier *Dictionnaire de la désinformation* est complétée par quelques corrélats qui renvoient à d'autres termes connexes. Une chronologie, une courte bibliographie et une liste des notices (« Table des matières ») occupent les dernières pages. Un index aurait assurément été utile afin de pouvoir repérer toutes les mentions de certains termes n'ayant pas fait l'objet d'une notice comme l'antisémitisme et le Ku Klux Klan (tous deux étudiés dans la notice sur le racisme, 284). On reprochera aussi à l'auteur d'avoir parfois négligé de faire ce que nous exigeons de la part de nos étudiants en matière de sources : il n'y a pas de renvois

systématiques en bas de page pour paginer les références bibliographiques des citations incluses, qu'il s'agisse de citer Descartes (240) ou Raymond Ruyer dans sa définition de l'information (40). Seule la notice sur « WikiLeaks » indique clairement qu'elle reprend celle parue initialement sur le site Wikipedia (337).

On pourrait certainement suggérer d'ajouter à cette liste déjà substantielle de notices une foule de termes non-inclus ici, que ce soit sur des concepts reliés à la désinformation mais sans en être synonymes (comme « idéologies », « nivellement par le bas », « propagande ») ou bien à propos d'auteurs essentiels comme Jacques Ellul (1912–1994), grand spécialiste de la propagande, ou même le romancier Vladimir Volkoff (1932–2005), parfois considéré comme le premier historien de la désinformation ; mais on peut supposer que ces absents n'ayant pas eu leur notice individuelle seront peut-être convoqués dans une réédition éventuelle de ce livre incomparable et indéniablement instructif. En revanche, tout un exposé de la première partie porte spécifiquement sur la propagande en temps de guerre et dans d'autres circonstances (70–84). Étonnamment, les termes mêmes de « désinformation » et de « contre-désinformation » n'ont pas droit à une notice en tant que telle, bien que ces concepts soient largement utilisés tout au long de l'ouvrage, mais sans toujours être définis de façon concise (310). Il n'est pas non plus question de variantes comme la « mésinformation ». Sur le plan éditorial, seulement quelques coquilles subsistent : on orthographie erronément « Wells » pour rediriger le lecteur à la notice sur le cinéaste Orson Welles (115).

Également disponible en format électronique, ce tout premier *Dictionnaire de la désinformation* constitue un outil de base sans pareil et d'une grande clarté pour les cours des trois cycles en études stratégiques, en diplomatie, en sociologie des médias, en éthique de la communication et en relations internationales.

YVES LABERGE *Université d'Ottawa*

### **Selling Sex: Experience, Advocacy, and Research on Sex Work in Canada**

Emily van der Muelen, Elya M. Durisin and Victoria Love, eds.

Vancouver: UBC Press, 2013, pp. 364.

doi:10.1017/S0008423916000627

Aiming to establish a “unique dialogue between and among academics, sex workers, and advocates” (1) that effectively captures the complexity of sex-work debates in Canada, *Selling Sex* provides a comprehensive, intersectional examination of the discursive paradigms that shape our understanding of sex and sex work. This edited volume highlights two primary problems with current debates—both feminist and non-feminist—surrounding the legal status of sex work. First, they argue that the voices of those individuals actually involved in sex work are typically rendered silent, absolving sex workers of any type of agency. Second, current debates often conceptualize sex work as existing separate from political, legal, economic and social forces; rather, it is these forces that position the sex worker within broader discussions of morality, sexuality and harm. As such, the objective is to rectify these shortcomings and provide a timely account of the state of sex work and future challenges following the Ontario Court of Appeal's 2012 ruling regarding the unconstitutionality of Canadian prostitution laws.

*Selling Sex* begins by mapping prostitution laws in Canada, highlighting the state's desire to push forward an agenda of social and moral regulation as the primary motivator behind the criminalization of sex work. As the editors point out, it was not until 1972 that a discourse of harm was adopted with amendments to the Criminal Code that focused on the activities of sex work, specifically soliciting, rather than sex workers themselves. In this light, the authors pose two pertinent questions. First, why and